

Femme, vie, assassinée

Vingt et unième siècle sur la planète terre.

Nous sommes le 13 septembre 2022, dans les faubourgs de Téhéran.

À la sortie d'une paisible autoroute menant à la capitale, une jeune fille de 22 ans se trouve en compagnie de membres de sa famille, fébrile de s'en aller à la capitale, une semaine avant de fêter son anniversaire...

Ce n'est pas le commencement d'une belle histoire d'amour - même si ça aurait bien pu l'être - mais la fin tragique de l'existence d'une jeune fille pleine de vie, Mahsa Amini.

Son anniversaire, Mahsa ne l'a jamais fêté.

Aujourd'hui, vous allez être les témoins forcés du récit en accéléré de 512 existences envolées. 512 disparitions. 512 tristesses. Un million d'injustices. Un nombre que chaque lever de soleil aggrave, ce qui plonge mon cœur d'iranienne dans un profond chagrin.

Je viens ici parler de la souffrance de l'humanité, Aujourd'hui, en tant que femme qui a vécu le joug de ce régime et citoyenne du monde qui aspire à l'espérance, je viens vous raconter l'histoire du courage exemplaire de ces femmes dont la voix n'a pas assez été entendue.

Ou alors trop pour conserver la vie.

Mais comment plaider un seul cas de violation de droits humains dans cet océan d'horreurs ?

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Jury, mes chers confrères, Mesdames et Messieurs,

J'ai fait le choix du symbole. De toutes pour une et d'une pour toutes.

Mahsa.

Mahsa est devenue la figure de proue de la contestation, de la résistance et de la liberté du peuple iranien. Arrêtée par la police de la moralité pour avoir exhibé une mèche rebelle, elle est décédée 3 jours plus tard des coups portés à sa tête par les agents.

C'était le 16 septembre 2022.

Oui, Mesdames et Messieurs, c'est ainsi que l'on peut perdre la vie en Iran, au nom d'une loi sacrée, au nom d'une loi intouchable, au nom d'une loi scélérate.

C'est le prix, disent-ils, de ce crime impardonnable consistant à refuser de cacher la beauté sous le tissu, ce foulard imposé, ce cache-misère moral qui déguise la répression aveugle en un louable respect des bonnes mœurs.

Pour dire la sauvagerie, partout dans le pays et dans le monde, des femmes, les femmes, ont symboliquement brûlé leurs foulards et coupé leurs cheveux en public, elles ont décidé de regagner leur liberté et leur dignité perdue depuis quelque 44 ans...

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du jury, mes chers confrères, Mesdames et Messieurs,

Je suis Mahsa.

Je suis Nika.

Je suis Sarina.

Je suis Kian.

Je suis Javad.

Je suis Nima.

Je suis toutes les femmes et hommes assassinés, ou sur le point de l'être.

Des têtes frappées à la matraque télescopique,
Des enfants arrêtés jusque dans leur école, dernier sanctuaire violé,
Des jeunes plongés dans un coma dont jamais ils ne se réveilleront,
Des femmes tirées au sol par leurs cheveux,
Des prisons pleines de 19'000 rêveurs de liberté,
Des manifestants pacifiques visés à balles réelles,
Des corps sans vie, jonchant les trottoirs, la main armée d'une seule pierre,
Des tireurs à qui l'on dit... de viser le cœur,
Des enfants enterrés.

Kian rêvait de devenir ingénieur en robotique. Il a été froidement abattu, l'année de ses 9 ans, par des agents de sécurité sans cœur alors qu'il rentrait chez lui avec ses parents et son jeune frère.

Asra l'écolière a quant à elle été tuée dans son école pour avoir scandé des slogans.

A 15 ans.

La vie violée, sacrifiée, outragée.

Javad, 20 ans, a reçu une centaine de balles. Comble de l'horreur, sa famille a été incitée par le gouvernement à prétendre qu'il avait été tué par des opposants du régime ou qu'il s'était suicidé. La honte qui succède à l'horreur, l'infamie absolue.

Ahmad, 24 ans, transportait en moto sa pauvre mère malade à l'hôpital. Les rues étant bloquées par la police populaire, il protesta. Il fut abattu de deux balles à bout portant : l'une se logea dans sa poitrine, l'autre dans son cœur. Il décédera dans les bras de sa mère, sa mère malade, en route pour un hôpital qu'elle n'atteindra jamais.

Nika, la belle fille de 17 ans, a disparu lors d'une manifestation. Son corps n'a été retrouvé que 10 jours plus tard, le visage déchiré, le nez écrasé, le crâne brisé, le ventre fendu et recousu.

Le vendredi 30 septembre 2022, depuis lors renommé « le vendredi sanglant », en une seule journée, les forces de sécurité ont ôté la vie de plus de 100 personnes dans une ville pauvre de l'Est du pays.

Un kaléidoscope détraqué de l'horreur : des manifestants touchés à l'œil, à la tête ou au cœur, les blessés interdits d'hôpitaux ou arrêtés jusque dans les salles de soins, les doigts écrasés sous la torture, la vente des corps mutilés à leur propre famille, les condamnations à mort, les exécutions à l'aube, les instants de vie volés, les visages envolés, tout un peuple défiguré par l'acide de la barbarie totale.

Et que dire : du simulacre de justice, de ces procès fictifs et iniques sans avocats, ou voyant les avocats être eux-mêmes condamnés, des condamnations sans procès, des détentions en secret, du couloir de la mort, des deuils interdits, de la danse des familles aux mises en terre de leurs enfants, pour arracher au moins cela à leur bourreau : un pied de nez joyeux à la terreur et aux monstres.

L'Iran, ce pays millénaire de haute culture, réduit à abolir les règles les plus élémentaires régulant l'usage de la force. Balles réelles, grenailles, granulés métalliques, gaz lacrymogènes et matraques ; voilà ce qui est réservé aux manifestants pacifiques.

La liste des droits humains violés en Iran est longue comme un jour sans soleil : la non-discrimination à raison du sexe, la liberté de réunion, la liberté d'opinion et d'expression, l'interdiction de la torture et des autres mauvais traitements, le droit à la vie.

A la vérité la question est plutôt de savoir quels droits humains ne sont pas violés en Iran ? On y viole tout : les lois, sacrées ou scélérates, les femmes, les filles, les hommes. On profane la vie même, enceinte d'un chagrin inextinguible.

Quelle hypocrisie pour un gouvernement qui avait accepté les recommandations de l'Examen périodique universel concernant la garantie du droit à un procès équitable, la garantie du droit de ne pas être soumis à la torture en détention et la garantie des droits des détenus.¹

Ce même gouvernement qui demande des exécutions sans clémence. Ce parlement, ces représentants du peuple, qui exigent de faire preuve « *d'aucune indulgence* » et des sentences capitales de toute urgence, en vue de servir de « leçon » aux autres »².

Tout cela pour éliminer de la surface du globe les défenseurs de la liberté et de la dignité, aujourd'hui identifiés, fichés et accusés d'être des « ennemis à affronter », des « terroriste » ou des « agents étrangers tentant de déstabiliser l'Iran », tous jugés pour atteinte à la sécurité nationale et surtout « inimitié à l'égard de Dieu et corruption sur la terre ».³

Mon histoire, la mienne, est semblable à des milliers d'autres : un jour, j'ai reçu un message de ma petite sœur qui me disait que c'était devenu l'enfer, que les gens mouraient dans les rues et que les autorités voulaient couper internet et faire un massacre.

¹ <https://www.ohchr.org/fr/news/2022/11/high-commissioner-human-rights-councils-special-session-iran-must-stop-violence>

² <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/11/iran-chilling-use-of-the-death-penalty-to-further-brutally-quell-popular-uprising/>

³ <https://news.un.org/fr/story/2022/11/1130127>

Elle m'a dit : « je t'en supplie Maryam, fais passer ce message ! ».

Une seconde plus tard, l'appel était coupé, et le réseau inactif pendant près de dix jours.

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les membres du jury, mes chers confrères, Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui je ne participe pas à un concours de plaidoirie, aujourd'hui et devant vous j'utilise cette tribune pour faire écho à ces demandes de femmes et hommes sans défense qui supplient qu'on vienne à leur secours.

L'Iran ne doit pas être ce pays à l'autre bout du monde. L'Iran c'est ici, c'est aujourd'hui. Ce sont nos frères et sœurs opprimés, victime d'un sort commun, qui pourrait être le nôtre.

Les dirigeants de mon pays ont réclamé, pour changer de régime, un océan de sang. Ils voguent désormais sur cette triste mer de laquelle on ne voit jamais de côte.

Azadi, un jeune homme dont le nom signifie liberté en Farsi, nous a envoyé ce message : « ne m'appellez plus Azadi, car la liberté ne meurt jamais » ...

Mohammad Mehdi, 22 ans, champion de karaté, à qui l'on a refusé un avocat et longtemps privé de voir ses parents, a quant à lui finalement eu l'autorisation de parler avec son père, quelques heures avant d'être pendu, à l'aube du 7 janvier :

« Papa, ils ont prononcé les peines, je suis condamné à mort, mais ne le dis pas à maman ».

Son père est un homme âgé, vendeur de mouchoirs à la sauvette à qui on lui a arraché son enfant unique, tout son espoir, sa raison de vivre.

Mesdames et Messieurs,

Dans les tribunaux d'Iran, les rôles sont inversés, ce sont les criminels qui décident le sort du peuple.

Les avocats y exercent leur métier au péril de leur vie, risquant les mêmes peines que ceux qu'ils défendent. La négation absolue du métier de l'avocat.

Quant aux prisons, l'enfer de l'enfer, des mélodies atroces s'en échappent. La mélodie des pistolets électrique. Une femme rescapée raconte : *« il m'a dit déshabille-toi, tu dois chanter et danser pour nous. Je pleurais, mais la personne qui était dans la pièce a rapproché le pistolet électrique de mon corps. Il a crié « danse ! » et j'ai dansé ».*

Les témoignages glaçants confirment l'utilisation quasi-systématique du viol dans les prisons⁴. Leitmotiv des demandes de ces femmes à leur famille, des pilules contraceptives, pour éviter que l'horreur ne s'ajoute à l'épouvante.

⁴ https://www.huffingtonpost.fr/international/article/en-iran-comment-le-regime-utilise-le-viol-pour-reprimer-les-femmes-qui-manifestent_210675.html ; <https://edition.cnn.com/interactive/2022/11/middleeast/iran-protests-sexual-assault/index.html>

Mesdames et Messieurs ne me demandez pas pourquoi nombre de ces femmes se sont suicidées après leur libération.

Face à cette sauvagerie, que peut-on faire, que peut-on dire, que peut-on espérer ?

Que peut-on faire pour le garçon de 23 ans qui a bloqué la rue pour se faire entendre et qui a perdu sa voix ?

Que peut-on faire pour ces femmes enfermées qui supplient de ne pas tomber enceintes de leurs bourreaux ?

Que peut-on faire pour ces mères à qui l'on interdit même le deuil ?

Que peut-on faire pour ces assassinats sans même un corps ?

Que peut-on faire pour ces âmes arrachées, ces musiques à jamais envolées ?

Soyons leur voix.

Soyons celles et ceux qui se lèvent et protestent.

Incarnons à tout jamais, et jusqu'au dernier coucher de soleil, ces Nika, ces Kian et ces Nima, et ces Mahsa.

Ne les oublions pas.

Et comme le disait Malcolm X, à l'autre bout du monde et dans une autre lutte :

« C'est le bulletin de vote ou la balle, la liberté ou la mort, la liberté pour tous ou la liberté pour personne ».